

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	9
Préface.....	11
Principales abréviations.....	13
Introduction.....	15

PREMIÈRE PARTIE UN CADRE JURIDIQUE INADAPTÉ AU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ACTUEL

TITRE I – LES CONDITIONS D’ACCÈS À LA DISTRIBUTION	55
CHAPITRE I – L’inadéquation des habilitations juridiques	57
Section I – Les contraintes liées à la réglementation bancaire	58
§ 1. La place des activités d’assurance dans la réglementation bancaire.....	59
§ 2. La qualification des assurances distribuées.....	66
Section II – Les contraintes liées à la réglementation des assurances.....	77
§ 1. Le caractère peu adapté des habilitations.....	77
§ 2. L’insécurité juridique liée à la mise en œuvre des habilitations	83
CHAPITRE II – La portée d’une solution palliative : l’adoption du statut de courtier	93
Section I – La mise en œuvre problématique des règles d’accès au courtage d’assurance	95
§ 1. L’exigence de capacité professionnelle.....	96
§ 2. L’exigence d’une garantie financière	108
Section II – Le bancassureur : du statut apparent de courtier au statut réel d’agent général	116
§ 1. L’adoption du statut de courtier : Un recours discutable.....	116
§ 2. Les perspectives d’une régularisation du statut du bancassureur....	126
Conclusion du Titre I.....	137
TITRE II – LES CONDITIONS D’EXERCICE DE LA DISTRIBUTION	141
CHAPITRE I – Le contrôle et la régulation de la distribution	143
Section I – L’organisation institutionnelle du contrôle.....	143
§ 1. Les autorités de contrôle des activités bancaires et d’assurance.....	143

§ 2. Les synergies entre les autorités de contrôle.....	146
Section II – L'objet des contrôles.....	150
§ 1. La mise en œuvre des règles prudentielles.....	151
§ 2. La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	158
CHAPITRE II – La bancassurance à l'épreuve du droit de la concurrence...	175
Section I – Les textes applicables	178
§ 1. Les règles de droit français	179
§ 2. Les règles de droit européen.....	184
Section II – L'état de la concurrence induite par la bancassurance.....	185
§ 1. La bancassurance : une immixtion favorable au libre jeu de la concurrence.....	186
§ 2. Les pratiques anticoncurrentielles imputables aux bancassureurs ..	197
Conclusion du Titre II	217
Conclusion de la Première Partie.....	219

DEUXIÈME PARTIE
UN RÉGIME JURIDIQUE COMPLEXE AU REGARD
DU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA DISTRIBUTION

TITRE I – LES OBLIGATIONS D'INFORMATION ET DE CONSEIL DU BANCASSUREUR.....	227
CHAPITRE I – L'information et le conseil dans la distribution d'assurances emprunteurs	233
Section I – La portée des obligations d'information et de conseil	236
§ 1. L'obligation d'information	236
§ 2. L'obligation de conseil du banquier souscripteur	247
Section II – La responsabilité civile consécutive aux obligations d'information et de conseil	265
§ 1. Détermination de la nature de la responsabilité.....	265
§ 2. Sanction des manquements aux obligations d'information et de conseil	275
CHAPITRE II – L'information et le conseil dans la distribution d'assurances vie adossées à des crédits <i>in fine</i>	289
Section I – Objet des obligations d'information et de conseil du bancassureur	291
§ 1. Au titre de l'opération de financement.....	291
§ 2. Au titre du contrat d'assurance.....	295
§ 3. La preuve de l'obligation d'information de conseil.....	300
Section II – Le contentieux de la responsabilité civile consécutive à l'opération de financement.....	304
§ 1. Les manquements aux obligations d'information et de conseil	305
§ 2. Les limites de la responsabilité civile du bancassureur	314
Conclusion du Titre I.....	321

TITRE II – LE RECOURS AUX TECHNIQUES PROMOTIONNELLES	323
CHAPITRE I – Exégèse de l’uniformisation du régime des méthodes promotionnelles.....	327
Section I – Les similitudes entre les régimes de droit commun et de droit bancaire.....	329
§ 1. La transposition en droit bancaire de la prohibition de droit commun.....	330
§ 2. L’institutionnalisation de la médiation bancaire.....	336
Section II – Les particularismes de droit bancaire.....	342
§ 1. Les particularismes d’ordre général.....	342
§ 2. Les particularismes propres à chaque technique promotionnelle.....	345
Section III – La portée de l’article l. 312-1-2 du Code monétaire et financier.....	349
§ 1. Exposé de la problématique.....	349
§ 2. Applicabilité du code de la consommation.....	350
Chapitre II – L’insécurité juridique créée par la nouvelle législation.....	355
Section I – Nécessité d’une clarification du champ d’application général.....	356
§ 1. Les acteurs économiques visés.....	356
§ 2. Les opérations bancaires visées.....	358
Section II – L’insécurité juridique propre à chaque technique promotionnelle.....	362
§ 1. L’indissociabilité dans la vente groupée.....	362
§ 2. La mise en œuvre de l’interdiction des ventes avec primes.....	377
Conclusion du Titre II.....	383
Conclusion de la Deuxième Partie.....	385
Conclusion Générale.....	387
Bibliographie.....	397
Table des Matières.....	427